

L'Union Européenne ne veut pas que l'Amérique Latine profite de l'embargo russe

« Le malheur des uns fait le bonheur des autres » dit l'adage. Et dans le cas présent, c'est le malheur de l'UE, dont le secteur agroalimentaire est soumis à l'embargo de la Russie que Vladimir Poutine a instauré en réponse aux sanctions économiques qui ont été imposées à son pays, qui fait le bonheur de l'Amérique Latine. Cette dernière y voit la possibilité d'augmenter ses exportations vers la « Mère Russie ». Mais pour l'UE « ce n'est pas juste ».

Les exportateurs d'Amérique Latine en première ligne

Quasiment quelques heures après l'annonce de l'embargo russe sur le secteur agroalimentaire des pays occidentaux (Union Européenne, Etats-Unis, Canada, Australie et Norvège), plusieurs pays d'Amérique Latine ont annoncé leur intention d'exporter vers la Russie.

C'est en effet une belle occasion pour ces pays : un marché important qui s'ouvre à eux puisqu'il s'est fermé pour l'occident (sauf pour le vin). Les pays d'Amérique Latine ne pouvaient donc pas laisser passer cette occasion. Quitte à s'attirer les foudres de l'Union Européenne qui ne s'attendait pas du tout à une telle réaction.

« Ce n'est pas juste » dit l'UE

Pour l'Union Européenne, la décision des pays d'Amérique du Sud de faire commerce avec la Russie n'est pas une bonne chose. L'UE va donc tenter de les en dissuader, et l'argument, de taille, qu'elle va employer c'est que « ce n'est pas juste ».

« Nous allons parler avec les pays qui peuvent potentiellement supplanter nos exportations pour leur indiquer que nous attendons d'eux qu'ils ne profitent pas injustement de la situation » a expliqué un représentant de l'Union Européenne au Financial Times.

De leur côté, le Chili et le Brésil devraient être les principaux bénéficiaires de cet embargo russe. Le premier pour l'exportation de poisson, le second de viande de bœuf, porc et poulet. La Biélorussie et la Turquie devraient également faire commerce avec la Russie. Une réunion se tiendra au sein de l'Union Européenne le jeudi 14 août 2014 pour trouver une réponse à l'embargo russe.